

MASTER DROIT DES AFFAIRES

4 SEMESTRES - 120 ECTS



► Présentation

Le Master Mention Droit des affaires correspond à 4 semestres.

La 1^{ère} année (semestres 1 et 2) est commune à l'ensemble de la formation et prépare à la spécialisation qui s'opère en seconde année (semestres 3 et 4). La seconde année se compose de **6 parcours -types** + un **parcours recherche** commun aux **mentions Droit privé et Droit social**.

Les parcours- types: - Droit des assurances - droit de la distribution - droit de la propriété industrielle - droit du sport - droit fiscal des affaires - juriste d'entreprise et management juridique des entreprises (formation en apprentissage) + Parcours recherche en Droit des affaires
Adossement : le Master Mention Droit des affaires est adossé au Centre de recherche "Droits et perspectives du Droit".

► Objectifs

Former des juristes de haut niveau dans le domaine du Droit des affaires (juristes d'entreprise, fiscalistes, responsables juridiques en distribution,..) ou des **avocats d'affaires**. La formation vise à développer l'aptitude des diplômés au management juridique, en améliorant notamment leur écoute et leur compréhension des besoins et des choix stratégiques de l'entreprise, leur aptitude au travail ainsi que leur capacité à gérer les crises et anticiper les risques.
Former de futurs doctorants en

vue de la rédaction d'une thèse à visée universitaire ou professionnelle.

► Pré-requis

Etre en possession d'une licence en Droit / AES pour la 1^{ère} année ou d'un diplôme équivalent avec maîtrise des fondamentaux du Droit privé (droit civil, droit commercial, droit pénal). Bonne maîtrise de la langue française: orale et écrite
Sélection à l'entrée de la 2^{ème} année sur dossier, ou dossier et entretien.

► 5 parcours

- Droit de la propriété industrielle
- Droit de la distribution
- Droit des assurances
- Droit du sport
- Juriste d'entreprise - Management juridique des entreprises

Insertion professionnelle

Secteurs d'activités Assurance - distribution - VPC - banques - organismes de crédit ou secteur de la propriété industrielle - activités sportives
Métiers Juristes en entreprise - avocats d'affaires généralistes ou spécialisés - cadres dans la distribution - direction générale de la concurrence - administration fiscale...

Poursuite d'études

L'insertion dans la vie professionnelle est le débouché naturel de la formation dont les parcours sont essentiellement à vocation professionnelle. Poursuite d'études possible par une inscription dans un autre master 2 ou par la poursuite en doctorat.

▶ Stage

Stage **conseillé dès la 1ère année du Master, Obligatoire en 2ème année** : il s'effectue, selon les parcours; soit en bloc, soit en alternance, soit un panachage des 2 formules. Le Master est ouvert **aux contrats de professionnalisation**. Pour les étudiants du **parcours Recherche** rattaché à la **mention Droit privé**, le stage reste facultatif.

▶ Contrôle des connaissances

Examens écrits ou oraux terminaux et/ou notation dans le cadre du contrôle continu dans des proportions variables selon les parcours. Lorsqu'un mémoire est obligatoire, il porte sur un sujet d'intérêt pratique ou théorique avéré et répond aux exigences académiques. Entrent dans l'appréciation, le sérieux de l'appareil scientifique, l'exhaustivité de la bibliographie, la structuration du raisonnement. Il est soutenu devant un jury d'au moins deux membres dont un enseignant-chercheur. Le stage fait l'objet d'une évaluation conformément à la charte des stages de l'université.

▶ Compétences acquises

A l'issue de la formation, le diplômé doit maîtriser les fondamentaux du Droit des affaires - savoir analyser une situation complexe, la traduire en termes juridiques et proposer des solutions les mieux adaptées - conseiller / aider à la prise de décisions ayant des implications juridiques et fiscales - savoir intégrer dans une équipe - être réactif - avoir des compétences en matière d'organisation, gestion du temps et de présentation orale et écrite d'un problème ou d'une situation juridique.

▶ Conditions d'accès

Etre titulaire d'une licence.

▶ Formalités d'inscription

Master 1 : procédure détaillée sur le site de la Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales. **Master 2** : accès sélectif : dossier de candidature à télécharger sur le site de l'université.

Lieu de la formation

Faculté des Sciences Juridiques, Politiques et Sociales 1 Place Déliot BP 629 59024 LILLE CEDEX Tél. : 03 20 90 74 00 Fax : 03 20 90 74 03

parcours Droit de la propriété industrielle

2 Semestres - 120 ECTS

► Présentation

Créé pour répondre à la demande des milieux professionnels en quête de juristes de haut niveau formés à la propriété industrielle et en phase avec la politique de développement de l'innovation et de renforcement de la protection des droits de propriété industrielle, le Master 2 "Droit de la propriété industrielle" est tourné vers les entreprises de toutes tailles ainsi que vers les institutions et établissements publics. Il offre aux étudiants les outils pour appréhender le monde professionnel et ses mutations notamment en termes de débouchés. Il les sensibilise aux questions liées au développement de la recherche et à la multiplicité des partenariats publics/privés qui conduit les universités et les établissements publics à renforcer leur service "valorisation" et à recourir à des juristes formés aux contrats en matière de recherche développement (Université, Institut Pasteur, Satt, CNRS). Le Master 2 est adossé à l'ERADP dont un axe fort de recherche porte sur la propriété intellectuelle et le patrimoine immatériel de l'entreprise. L'ERADP est Membre du CRDP (EA 4487).

► Objectifs

Former des spécialistes de la propriété industrielle aptes à gérer les questions de propriété industrielle dans tous leurs aspects (protection et valorisation) au niveau national et international. Ouverts à l'environnement juridique et économique et sensibilisés aux interactions, entre les droits de la propriété industrielle, de la concurrence, de la distribution, droit de l'entreprise.

► Pré-requis

Bonne maîtrise des fondamentaux du droit privé (droit des obligations, droit commercial, contrats civils et commerciaux...). Avoir suivi des enseignements en propriété intellectuelle (Droit d'auteurs, droit de la propriété industrielle) en M1.

► Principales matières enseignées

Semestre 1 :

- Formation à la recherche - Décisions et stratégie des entreprises - Comptabilité générale - Droit des pratiques anticoncurrentielles - TIC et commerce électronique - Brevet : droit français - Brevet : droit européen et international - Marques et signes distinctifs - Dessin et modèle propriété industrielle - Dessin et modèle droit d'auteur - Marques : étude de cas

Semestre 2 :

- Fiscalité de la propriété intellectuelle - Contrat d'exploitation : analyse et rédaction - Protection et valorisation du savoir-faire et des connaissances techniques non brevetées - Défense et contentieux (contrefaçon, aspects nationaux et internationaux) - Etudes de cas - Droit anglo-américain de la propriété intellectuelle (En anglais) - Organisation d'une manifestation avec les anciens étudiants de la spécialité (ADELEPI) - Séminaire "marques communautaires" et "dessins et modèles communautaires" en anglais (Facultatif).

► Stage

Stage de 2 mois minimum (44 jours) ou Contrat de professionnalisation. Rythme alternance : 3 j. par semaine en entreprise / Temps plein à partir de juillet.

► Compétences acquises

Rédiger des contrats relatifs au droit de la propriété industrielle, au droit d'auteur et droits voisins, droit des nouvelles technologies et les contrats de recherche & développement. Assurer des consultations juridiques en matière de droit de la propriété intellectuelle. Conseiller et assister les entreprises dans la résolution de litiges liés à la contrefaçon et la liberté d'exploitation en France et à l'étranger. Participer à la définition et la mise en oeuvre de stratégies de protection et de valorisation du patrimoine immatériel. Conseiller, assister en vue de l'obtention, du maintien, de l'exploitation ou de la défense des droits de propriété intellectuelle. Gérer les portefeuilles de titres (brevets, marques, dessins et modèles). Traiter des questions de titularité des droits (créations et inventions de salariés). Assurer la veille juridique et technologique et mettre en place un dispositif de veille concurrentielle. Lutter contre la contrefaçon dans la grande distribution. Effectuer des recherches d'antériorités avant dépôt de titres.

► Conditions d'accès

Titulaire d'un Master 1 ou équivalent en droit

► Formalités d'inscription

Dossier de candidature à constituer en ligne sur le site de l'Université. Etude du dossier et entretien éventuel avec le candidat.

Insertion professionnelle

Rédacteur Chargé de valorisation auprès des Universités ou du CNRS. Salarié à l'INPI. Conseil en propriété industrielle. Responsable des départements juridiques dans les entreprises. Conseil juridique en cabinet et entreprise. Gestionnaires de portefeuille de titres de propriété industrielle. Missions pour des Avocats spécialisés en propriété industrielle.

L'insertion dans la vie professionnelle est le débouché naturel de la formation. Poursuite d'études possible dans un autre master 2 ou en doctorat.

Examens écrits ou oraux terminaux et/ou notation dans le cadre du contrôle continu selon les matières. Mémoire de recherche et Rapport de stage soutenus.

parcours Droit de la distribution

2 Semestres - 120 ECTS

▶ Présentation

Le master Droit des affaires, parcours droit de la distribution forme des juristes spécialisés dans la gestion des contraintes et risques inhérents à la pratique des affaires dans le secteur de la distribution (grande distribution, intermédiaires de la distribution, distribution par internet, etc.). Il est adossé au centre de recherches Droits et Perspectives du droit (CRDP-EA 4487).

▶ Objectifs

Former des juristes d'affaires spécialisés dans les différents secteurs de la distribution. L'objectif de la formation est de permettre aux étudiants d'acquérir des connaissances spécialisées ayant vocation à être appliquées directement dans le monde professionnel.

▶ Pré-requis

Les candidats auront idéalement validé un Master 1 Droit des affaires ou droit privé. Ils auront suivi, au cours de leur parcours, les enseignements de droit des contrats civils et commerciaux, droit de la concurrence et, plus généralement, de droit des affaires.

▶ Principales matières enseignées

Semestre 1 :

- Formation à la recherche - Décisions et stratégie des entreprises - Comptabilité générale - Droit des pratiques anticoncurrentielles - Marques et signes distinctifs - TIC et commerce électronique - Pratique commerciales déloyales (pratiques restrictives de concurrence, pratiques visant les consommateurs) - Réseaux de distribution - Atelier d'écriture juridique française - Atelier d'écriture juridique anglaise

Semestre 2 :

- Contrat d'exploitation : analyse et rédaction - Contrats de l'immobilier commercial - Urbanisme commercial - Droit pénal de la distribution - Contrôle de l'administration et procédures

▶ Stage

Stage de 2 mois minimum (44 jours) ou Contrat de professionnalisation Rythme alternance : 3 j, par semaine en entreprise / Temps plein à partir de mai.

▶ Compétences acquises

L'année de ce parcours doit permettre de développer des compétences d'analyse juridique et d'autonomie rédactionnelle dans le domaine du droit des affaires, spécialement appliquées au secteur de la distribution.

Analyser une situation factuelle complexe sous l'angle juridique et proposer des solutions / Mettre en œuvre des solutions innovantes pour optimiser juridiquement un besoin économique / Rédiger des actes juridiques en français et en anglais / Evaluer les risques d'une décision économique ou sociale, notamment au regard des risques contentieux / Analyser et valider juridiquement des offres commerciales et promotionnelles / Conseiller la direction commerciale et la direction marketing en matière de droit de la distribution et de droit de la concurrence / Participer à la négociation des relations commerciales de la distribution, rédiger et valider des contrats / Suivre les dossiers de précontentieux et contentieux / Mettre en place et tenir à jour une veille juridique et une base de données des contrats / Participer à la création et l'optimisation d'un réseau de distributeurs.

▶ Conditions d'accès

Titulaire d'un Master 1 ou équivalent

▶ Formalités d'inscription

Dossier de candidature à constituer en ligne sur le site de l'Université. Etude du dossier et entretien éventuel avec le candidat.

Insertion professionnelle

Secteurs d'activité : Entreprises de la distribution et du commerce, **VPC**, **PME/PMI** ; Sociétés d'études et conseil en marketing et commercial ; Cabinet d'avocats.

L'insertion dans la vie professionnelle est le débouché naturel de la formation. Poursuite d'études possible dans un autre master 2, une formation spécialisée (MS, MBA, IAE) ou en doctorat.

Examens écrits ou oraux terminaux et/ou notation dans le cadre du contrôle continu selon les matières. Rédaction et soutenance d'un mémoire de recherche Rapport de stage.

parcours Droit des assurances

2 Semestres - 120 ECTS

► Présentation

Rattaché au Centre de Recherches Droits et Perspectives du Droit, Equipe de Recherches Appliquées au Droit Privé, le Master 2 Droit des assurances forme les étudiants aux nombreux métiers qu'offrent aux juristes les compagnies d'assurances et les intermédiaires (courtiers, agents généraux...), en alliant à une formation théorique la possibilité d'effectuer en alternance un stage ou contrat de professionnalisation.

► Objectifs

Former des cadres ayant les connaissances théoriques spécifiques relatives au domaine du Droit des assurances (Responsabilité civile, assurance construction, assurance automobile, assurance-vie, risk management, entreprises d'assurances) et générales quant à l'entreprise (Politique générale et management stratégique des entreprises, comptabilité...).

► Pré-requis

Pré-requis : Bons résultats en droit civil et plus spécialement en droit des obligations et droit des contrats. Suivi du cours de droit des assurances en Licence ou Master 1.

► Principales matières enseignées

Semestre 1 :

- Formation à la recherche - Décisions et stratégie des entreprises - Comptabilité générale - Droit fondamental des assurances - Analyse des contrats d'assurance - Les entreprises d'assurance - Assurance automobile - Assurance construction - Assurance des personnes - Anglais des assurances

Semestre 2 :

- Responsabilité civile approfondie - Contentieux d'assurance - Droit international et communautaire des assurances - Assurance et vie des entreprises - Assurance maritime - Economie européenne de l'assurance - Sécurité sociale - Risk management - Anglais des assurances

► Stage

Stage de 2 mois minimum (44 jours) ou Contrat de professionnalisation. Rythme alternance : 2 à 3 j, par semaine en entreprise / Temps plein à partir de mai.

► Compétences acquises

Maîtriser la technique contractuelle / Contribuer à l'amélioration ou à l'élaboration de documents contractuels des produits d'assurance / Assurer le suivi juridique des dossiers / Apporter son expertise juridique sur des études ponctuelles (évolution du contenu des contrats, création de documents d'information sur les produits...) / Conseiller et aider à la prise de décision / Gérer les sinistres amiables et judiciaires / Analyser des situations et proposer des solutions / Evaluer un préjudice, rechercher un accord à l'amiable et rassembler le cas échéant les éléments nécessaires à la constitution du dossier relatif à une procédure judiciaire / Collaborer à la conception de produits d'assurance / Rédiger des actes juridiques / Assurer la veille juridique (évolution de la réglementation et de la jurisprudence) / Former les collaborateurs.

► Conditions d'accès

Titulaire d'un Master 1 ou équivalent.

► Formalités d'inscription

Dossier de candidature à constituer en ligne sur le site de l'Université. Etude du dossier et entretien éventuel avec le candidat.

Insertion professionnelle

Rédacteur contentieux - Gestionnaire sinistres - Gestionnaire d'indemnisation - Conseil juridique en cabinet et entreprise.

L'insertion dans la vie professionnelle est le débouché naturel de la formation. Poursuite d'études possible dans un autre master 2 ou en doctorat.

Examens écrits ou oraux terminaux et/ou notation dans le cadre du contrôle continu selon les matières. Rédaction d'un mémoire de recherche.

parcours Droit du sport

2 Semestres - 120 ECTS

▶ Présentation

Le Master Mention Droit des affaires comporte 4 semestres. La 1^{re} année (semestres 1 et 2) est commune à l'ensemble de la formation et prépare à la spécialisation qui s'opère en seconde année (semestres 3 et 4). La seconde année se compose de 6 parcours types et d'un parcours recherche commun aux mentions Droit privé et Droit social. Le Droit du sport est un parcours du M2 Mention Droit des affaires. Il correspond aux semestres 3 et 4 de ce M2 et constitue une année de spécialisation portant sur la réglementation applicable dans le secteur sportif. Les cours sont assurés par des universitaires et des professionnels (avocats, agents sportifs, etc.). Le M2 Droit du sport est adossé au Centre de recherche "Droits et perspectives du Droit".

▶ Objectifs

Former des juristes de haut niveau, spécialisés dans ce nouveau champ du droit, compte tenu des enjeux économiques très importants véhiculés par le sport.

▶ Pré-requis

Au regard des matières enseignées, la formation est susceptible d'intégrer des étudiants titulaires d'une première année de Master - ou d'un diplôme équivalent - quelle que soit la mention (Droit des affaires, Droit privé, Droit public, STAPS, etc.) en fonction de leur motivation. En ce sens, les étudiants doivent avoir un intérêt prononcé et une implication forte dans le secteur sportif (sportifs pratiquants, membres d'association sportive, etc.). Lors du dépôt de candidature, le cas échéant, il est recommandé aux étudiants d'avoir au préalable effectué des démarches afin de trouver une structure d'accueil pour la réalisation de leur stage (Entreprises, associations et fédérations sportives, services des sports d'une collectivité, etc.).

▶ Principales matières enseignées

Enseignement en présentiel ouvert à :
 - la formation initiale - la formation continue : **VAE, CIF**
Semestre 1 :
Tronc commun : - Formation à la recherche - Décisions et stratégie des entreprises - Comptabilité générale
Unité de spécialité 1 : - Environnement normatif et fiscal du sport - Responsabilité des acteurs du sport - Institutions sportives - Economie et management du

sport - Sport et santé - Langue appliquée : Anglais
 - Organisation d'un colloque - Recherche collective

Semestre 2 :

Unité de spécialité 2 : - Justice sportive - Gouvernance de l'entreprise sportive - Le sportif salarié - Sport et collectivités publiques - Les contrats conclus par les sportifs - Le financement du sport (sponsoring, marketing...) - L'agent sportif

Unité de professionnalisation : Stage ou mémoire

▶ Stage

Stage de 2 mois minimum (44 jours) à partir de mai.

▶ Compétences acquises

Connaissance et maîtrise des outils juridiques inhérents aux acteurs sportifs - Rédaction des actes juridiques ; notamment, les contrats sportifs (contrats de travail, contrats commerciaux...) - Connaissance des institutions sportives et de leur mode de fonctionnement - Compréhension des textes et des décisions jurisprudentielles - Prise de parole publique, exposé d'argumentaires juridiques - Comprendre et connaître l'ordre sportif et l'activité sportive - Capacité au travail en groupe. Développement de l'autonomie dans la réalisation d'un projet de recherche - Aptitude à l'insertion professionnelle par la capacité à obtenir un stage et par la rédaction du rapport de stage.

▶ Conditions d'accès

Le M2 Droit du sport est un parcours sélectif. Le M2 Droit du sport est ouvert, sous réserve de l'étude du dossier de candidature, aux étudiants ayant un objectif professionnel bien établi.

▶ Formalités d'inscription

Dossier de candidature à constituer en ligne sur le site de l'Université. Etude du dossier et entretien éventuel avec le candidat

Insertion professionnelle

Avocat spécialisé en droit du sport - Juriste d'entreprise - Juriste d'une collectivité territoriale - Juriste des fédérations sportives - Agent sportif. L'insertion dans la vie professionnelle est le débouché naturel de la formation. Poursuite d'études possible dans un autre master 2 ou en doctorat. Possibilité également de compléter sa formation avec un DU.

Examens écrits ou oraux terminaux et/ou notation dans le cadre du contrôle continu selon les matières.

parcours Juriste d'entreprise - Management juridique des entreprises

4 semestres - 120 ECTS

► Présentation

Créé en alternance en 1990, le diplôme s'appuie de longue date sur un partenariat étroit avec le monde de l'entreprise. Le M2 JE-MJE est exclusivement ouvert à l'apprentissage depuis 2012 et cette formule, très rarement proposée dans l'offre de formation des universités françaises, a pour objet de renforcer la formation des juristes d'entreprise grâce à un volume de cours de 460h et d'améliorer leur professionnalisation par les nombreuses débouchées proposées par les entreprises partenaires. Le M2 JE-MJE est adossé au CRDP et à l'équipe de recherche ERADP.

► Objectifs

Former des juristes professionnels pour les entreprises, soit intégrés dans un service juridique interne, soit à destination des grands cabinets d'avocats d'affaires.

► Pré-requis

Titulaire d'un master 1 ou équivalence

► Principales matières enseignées

Semestre 1 : Décisions et stratégie des entreprises, Droit des pratiques comptables et financières, Droit des sociétés: gouvernance et mutations, Droit fiscal du patrimoine et du bénéfice de l'entreprise, Droit et stratégie de la propriété industrielle, Stratégie sociale des entreprises, E-commerce et contrats informatiques, Droit des pratiques anticoncurrentielles, Droit des pratiques commerciales déloyales, Travail de recherche personnel.

Semestre 2 : Contract & risk management, Contrat et immobilier commercial, Contrat et commerce international, Drafting contracts (cours en anglais), Pratiques commerciales, Droit des entreprises en difficulté, Atelier méthodologique, Atelier juridique, Cas de synthèse (6h écrit), Chantier conseils professionnel avec soutenance.

► Compétences acquises

Assurer la veille législative et jurisprudentielle en droit des affaires / Négocier, rédiger et assurer

le suivi de l'ensemble des contrats conclus par l'entreprise / Préparer les assemblées générales d'associés, rédiger les PV, faire les publications obligatoires / Négocier les clauses contractuelles des contrats d'embauche et négocier les conditions du licenciement / Identifier, évaluer, et gérer les risques juridiques / Assurer le conseil juridique auprès des services / Assurer la protection juridique de la propriété intellectuelle et assurer la gestion du portefeuille de titres / Gérer le contentieux de l'entreprise.

► Conditions d'accès

Etre titulaire d'un Master 1 ou équivalent.

► Formalités d'inscription

Dossier de candidature à constituer en ligne sur le site de l'Université.

Etude du dossier et entretien éventuel avec le candidat.

Insertion professionnelle

Poste de juriste d'entreprise, de collaborateur dans un service juridique, de direction et management juridique dans des entreprises de toutes tailles et dans tous les secteurs d'activité. Poste de collaborateur ou d'avocat dans les cabinets spécialisés en droit des affaires.